



LA POLITIQUE D'ENTREPRISE DE LA SNCF ET DU GOUVERNEMENT DÉTRUIT LE SERVICE PUBLIC ET TUE AUSSI SES DÉFENSEURS...

Dans la soirée du vendredi 10 mars, Édouard, cheminot militant au sein du syndicat SUD-Rail, mais surtout homme au grand cœur et père, a mis fin à ses jours sur son lieu de travail, en gare de Paris Saint-Lazare.

Victime reconnue par la justice de discrimination de la part de la direction de son établissement, celui-ci avait été récemment sanctionné à 12 jours de mise à pied et à une mutation disciplinaire pour « regard menaçant » envers le directeur de son établissement. Comble du cynisme, le lieu choisi par la direction pour la mutation d'Édouard était Brétigny-sur-Orge, lieu de sinistre mémoire, pour nous cheminotes et cheminots comme pour vous usagers.

La démesure et l'injustice de cette sanction sont à l'image du management *made in* SNCF. Tout comme la qualité du service qu'elle se doit de mettre en œuvre pour ses usagers, et les conditions de travail impactant la vie de son personnel, tout cela est mis en arrière-plan privilégiant la rentabilité et le « *gain de productivité* ». Édouard, faisait partie de celles et ceux qui refusaient que notre entreprise au service de la collectivité soit démantelée pour permettre à la finance de faire main-basse dessus, il faisait partie de celles et ceux qui ne supportaient pas l'injustice et s'était engagé, en devenant délégué du personnel, à défendre ses collègues ainsi que le service public.

Acculé par une politique d'entreprise qui ne supporte pas l'opposition, c'est pourtant bien celle-ci qui a poussé notre ami au bord du gouffre et à la chute.

Les travailleurs du rail et tout particulièrement ceux de Paris Saint-Lazare refusent de rester silencieux et iront jusqu'au bout pour que la responsabilité de la SNCF soit reconnue vis-à-vis du geste de notre ami et collègue.

Malheureusement, Édouard n'est pas un cas isolé, de nombreuses personnes mettent fin à leurs jours en France, car ils ne supportent plus que l'argent passe avant l'Humain. C'est de

notre responsabilité en tant que citoyennes et citoyens de ce pays dont la pierre angulaire est la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen d'agir face à la répression que subissent celles et ceux qui refusent de se soumettre.

Nos vies passent avant leurs profits et c'est pour cela que nous en appelons à votre soutien moral, fraternel et solidaire, en mémoire à notre camarade et ami et afin que ces drames ne se reproduisent plus jamais. À la SNCF comme dans n'importe quelle autre entreprise.

Soyons ensemble.

